

Benoît Lévesque, Serge Joyal et Orner Chouinard (textes réunis par), *L'autre économie, une économie alternative?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 372 p.

Hugues Dionne

Numéro 14, printemps 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002103ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002103ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dionne, H. (1990). Compte rendu de [Benoît Lévesque, Serge Joyal et Orner Chouinard (textes réunis par), *L'autre économie, une économie alternative?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 372 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (14), 197–199. <https://doi.org/10.7202/1002103ar>

s'inspirer plutôt des historiens autour de la revue *Past and Present*. Granovetter et Tilly insistent avant tout sur le rôle de l'action collective dans la création, la désintégration et la reconstitution des systèmes de classes sociales. Ils font très attention au rôle des réseaux sociaux informels créés par les ouvriers et par les patrons respectivement en termes de l'organisation des marchés et des hiérarchies sociales. Ils démontrent une connaissance profonde de l'histoire économique et sociale, mais également une maîtrise des mécanismes du capitalisme moderne. Leur texte contient aussi une critique des distorsions engendrées par l'utilisation trop facile des statistiques officielles sur le marché du travail. Une contribution impressionnante.

Le contraste entre ce chapitre et ceux sur la stratification sociale du *Handbook of Modern Sociology* de 1964 est frappant. À certains égards, la sociologie américaine a fait de considérables bonds en avant depuis un quart de siècle. Le nouveau *Handbook* en est un excellent guide.

Philip EHRENSAFT
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

Benoît Lévesque, Serge Joyal et Omer Chouinard (textes réunis par), *L'autre économie, une économie alternative?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 372 p.

Économie informelle, économie sociale, économie alternative: des termes qui veulent questionner cette "autre" économie dans sa capacité de refaçonner la société de demain! Le livre reproduit les Actes du 8e Colloque annuel de l'Association d'économie politique (AEP) qui s'est tenu à l'Université du Québec à Montréal les 21 et 22 octobre 1988.

L'autre économie, une économie alternative? Le titre du livre est interrogatif. De quelle alternance s'agit-il? Une autre économie qui serait grosse d'une autre société pour certains, qui est sans capacité de rechange pour d'autres; "pour le meilleur ou pour le pire" tel que prudemment titré en conclusion du livre qui rapporte le débat public (table-ronde) de la fin du colloque. Bien que le terme d'économie alternative soit "consacré", il nous laisse l'impression d'une succession régulière de phénomènes sociaux, de processus sociétaux en alternance, d'un *mouvement alternatif*. Le contenu du livre dégage plutôt l'image d'une économie plurielle, un *mouvement différentiel*, combinatoire où s'agencent diverses formes économiques dans l'ensemble des activités de production et d'échange. La dynamique est moins linéaire; elle reflète des assemblages différenciés et localisés de pratiques socio-économiques formelles et informelles en interaction. La qualité et la diversité des expérimentations économiques qui nous sont présentées dans le livre, qu'elles soient québécoises, canadiennes, françaises, anglaises, italiennes,

allemandes ou américaines, rendent compte de cette imbrication dynamique des diverses économies qu'il est nécessaire de saisir dans des territorialités et des activités données. Les catégorisations obligatoires à la compréhension ne doivent pas anémier cette riche complexité des pratiques socio-économiques quotidiennement coïncées entre les éléments de continuité et les éléments de rupture. "L'autre" économie n'est jamais radicalement indépendante de l'économie "présente" et officielle. Les microexpérimentations économiques peuvent difficilement révéler "l'autrement" dans des temps courts et des lieux restreints à partir de quelques indices simples; elles seraient, à la faveur de la crise économique, conjoncturellement plus transparentes et révélatrices de la portée macroéconomique des changements (alors que le capitalisme serait en transformation après le compromis fordiste ou la régulation keynésienne). Il ne faut pas par ailleurs se faire illusion sur la portée inédite et récente des enjeux sociétaux "alors qu'un clivage dichotomique s'établit dès le 18e siècle entre les deux paradigmes rationalistes sur lesquels se construisent la pensée libérale et la pensée sociale du 19e siècle." (p. 56). La mise en perspective historique d'un projet de société en émergence et ensuite en dérive que font habilement ressortir Jean-Jacques Gislain et Christian Deblock (p. 55-87), nous rappelle, dès le début du livre, "l'échelle de temporalité" à adopter pour poursuivre la lecture. Les multiples pratiques "autres" que l'on retrouve dans les divers textes sont en quelque sorte réexaminées et regroupées à la fin de livre par Jean-Louis Laville (p. 309-339) sous la dénomination d'initiatives locales parce que "à la fois indissociables de leur territoire d'émergence et fruits d'une action collective" (p. 309). Il y dégage certains axes de développement et de recherche. L'attention qui y est portée aux dynamiques d'hybridation des diverses économies, aux processus de recomposition entre l'économique et le social et aux resserrements d'analyses entre le microéconomique et le macroéconomique peut avantageusement guider le travail de réflexion et d'intervention économique. En fait, la portée sociale et développementale des entreprises associatives et des expériences communautaires obligent constamment à interroger l'économie à travers sa prise en considération des réseaux de sociabilité, au sein de ses stratégies de composition avec l'économie formelle et dans son ancrage local ou territorial.

Les divers qualificatifs que les auteurs du livre donnent à cette "autre" économie rendent bien compte de la pluralité des expérimentations sociales et de la diversité des traditions de recherche. En fait, le livre (et d'abord le colloque) présente plusieurs intérêts. Les principaux sont de nous faire connaître une grande diversité d'expériences économiques, de réaliser une mise en rapport plus serrée des réflexions microéconomiques et macroéconomiques, et surtout de permettre cette confrontation des perspectives théoriques quant à "la signification de l'économie informelle (et de ses variantes), de l'économie sociale et de l'économie alternative." (p. 10).

La question qu'a voulu poser le colloque de l'AEP était vaste. Les dangers de fouillis d'une telle démarche ont été très bien évités par Benoît Lévesque qui, dans sa *présentation* de la publication, un an après le colloque, fait un bref panorama du

paysage conceptuel des approches et des appellations utilisées et spécifie comment le questionnement s'est fait à partir de deux terrains d'expérimentation: les entreprises dites alternatives et le développement local et communautaire. Le regroupement des dix-sept conférences qui composent le livre a été réalisé dans trois (3) sections selon un ordre similaire: 1) l'état de question sur les recherches concernant l'autre économie; 2) les entreprises alternatives; et 3) le développement local et communautaire. En deça de problématiques et de préoccupations différentes, l'ensemble dégage une unité intéressante de questionnement sur les "alternatives" économiques. Peut-on y percevoir quelques acquis dans l'avancée d'une science économique alternative? Les débats ont moins porté sur cet aspect, du moins de manière formelle!

Hugues DIONNE
Département des lettres et des sciences humaines
Université du Québec à Rimouski

Daniel Jacobi et Bernard Schiele (dir.), *Vulgariser la science. Le procès de l'ignorance*, Seyssel, Éditions Champ Vallon, 1988, 284 pages.

Tous ceux et celles qui s'intéressent à la divulgation du savoir en dehors des voies scolaires accueilleront avec intérêt cet ouvrage collectif dirigé par Daniel Jacobi et Bernard Schiele. L'intérêt principal de l'ouvrage est d'avoir mis en relief d'une façon nuancée et complexe les différents problèmes conceptuels et pratiques reliés à ce champ d'étude et d'intervention.

Organisé autour de trois thématiques principales, l'ouvrage s'attache d'abord à décrire le parcours de la vulgarisation scientifique, puis il propose certains thèmes reliés à l'analyse formelle de la vulgarisation, il présente quelques aspects principaux de la vulgarisation et son passé, pour s'attacher enfin aux fonctions de la vulgarisation scientifique et technique et à un exemple concret, celui des mères porteuses, où sont explorés les rapports entre médias et vulgarisation.

L'étude du parcours de la vulgarisation scientifique fait l'objet de deux essais introductifs. Le premier, celui de Bernard Schiele et Daniel Jacobi, est une tentative de délimiter le noyau dur de l'acte de vulgarisation à travers la description des analyses proposées par les chercheurs eux-mêmes. Les auteurs se proposent de situer le processus de vulgarisation comme médiation communicationnelle entre le lieu de création du savoir et le public, ils examinent ensuite la stratification des usages de la vulgarisation et ils s'attachent enfin à l'analyse du discours vulgarisateur lui-même. Il s'agit d'un essai important où l'acte de vulgarisation est défini dans ses traits et dans ses fonctions principales.